



SFE SE U4U

L'OIB gaspillerait-il l'argent du contribuable européen ?

L'OIB continue à vouloir externaliser une partie de ses activités sous prétexte de faire des économies. L'expérience de la crèche Clovis mais aussi celle du Laboratoire d'analyse de l'institution démontrent que l'externalisation coûte beaucoup plus cher à l'Institution que l'internalisation. Celle-ci offre de surcroît des garanties de service (qualité, confidentialité, rapidité..) incomparables par rapport à une externalisation. Malgré ce constat, les vellétés de privation de la navette courrier et du tri courrier sont toujours présentes. Les OSP signataires demandent à la DG ADMIN de mettre un terme à ce projet et de permettre à l'OIB de se concentrer sur l'amélioration des services rendus au personnel et à l'Institution. Avant de procéder à tout appel d'offre et externalisation ultérieure dans le domaine du tri courrier, de la navette courrier, les OSP signataires demandent la présentation de l'étude effectuée par OIB sur le coût-bénéfice de l'opération.

L'expérience du passé: arrêtons d'arroser les firmes privées ...

Le processus d'internalisation de la crèche Clovis a permis d'établir que l'intégration d'une centaine de collègues relevant du droit belge permettra à l'institution de faire une **économie annuelle substantielle** de plus d'un million d'euros. Malgré ce constat, l'OIB propose de continuer à privatiser d'autres activités relevant de son secteur tel que la navette courrier, le tri courrier pour un coût supérieur et une qualité de service inférieur. Certaines compagnies ont d'ailleurs renoncé à travailler avec l'OIB car les conditions alléchantes promises à l'institution étaient parfaitement intenables. Le meilleur exemple est celui de l'économat qui a été remplacé par une société tellement performante qu'elle a décidé de fermer boutique 3 ans après avoir obtenu le contrat.

L'OIB incapable de chiffrer ses projets d'externalisation.

Il est évident qu'avant d'engager un quelconque processus d'externalisation, il faut être capable de démontrer que les économies seront substantielles, que les conditions de sécurité et de confidentialité seront réunies, que la qualité du service sera au moins équivalente, que les obligations légales du contractant seront respectées etc. Aujourd'hui force est de constater que l'OIB est bien incapable de fournir une quelconque base chiffrée. Les **projets d'externalisation** d'autres services (laboratoires d'analyse, restaurations, cafétérias, sécurité des personnes et des bâtiments, courrier, navettes etc.) doivent être revus afin de s'assurer que les analyses coûts-bénéfices conduites sous l'ancien statut sont encore pertinentes aujourd'hui.

Continuer à gaspiller ... la DG ADMIN peut-elle laisser faire ?

Les OSP signataires demandent à la DG ADMIN de faire toute la lumière sur les contrats signés avec des firmes externes et sur les supposées économies générées par l'externalisation. En cédant à la mode de **l'externalisation de nos services sociaux, de formation et services techniques**, la Commission a perdu la connaissance et la maîtrise technique des dossiers. Il est évident que les collègues de ces services externalisés gagneraient grandement en stabilité et en pouvoir d'achat plutôt que de vivre dans l'incertitude de changer d'employeurs au gré des procédures de marchés publics qui visent uniquement à trouver le moins-disant sans se soucier de la qualité des services et des conditions de travail de ce personnel.